TL 1007

AGIR POUR TIMOR

Compte-rendu d'une visite à l'Ambassade du Portugal, le 14 mai 1991.

Présents : António Dias, Bruno Kahn.

Nous avons été reçus par M. Fernando Araújo, Premier Secrétaire, chargé de la question de Timor-Est. L'entrevue a duré environ une heure.

Nous avons présenté à M. Araújo le travail de l'association et lui avons remis un certain nombre de documents. Ceci mis à part, les point marquants de l'entrevue ont été les suivants:

- *Attitude du gouvernement français :* M. Araújo a déclaré qu'il avait constaté une "totale" ignorance de la situation au Quai d'Orsay, particulièrement en ce qui concerne l'ampleur du génocide. On y a une idée vague, on s'y représente la question comme une affaire intérieure indonésienne et on ignore que la Portugal est puissance administrante. Il a attribué cette ignorance au manque de couverture médiatique.

António Dias a indiqué que certains sont au courant (notre entrevue de l'année dernière au Quai d'Orsay) et que l'ambassade de France à Djakarta informe régulièrement le gouvernement sur la question. Il a souligné la très mauvaise image qu'avait le Portugal sur ce sujet auprès de notre interlocutrice du Quai d'Orsay, qui le jugeait incapable de résoudre la question.

M. Araújo a vivement réagi. Le gouvernement français est bien au courant de ce que fait le Portugal, notamment des actions aux réunions de Genève sur les Droits de l'Homme. Selon lui, il s'agit d'une réponse liée aux intérêts français.

- *Actions spécifiques de l'Ambassade :* M. Araújo nous a précisé que l'Ambassade s'occupe avant tout des relations franco-portugaises. Elle est informée des actions gouvernementales mais n'a pas le droit d'intervenir sans instructions. [Ultérieurement, il nous a indiqué que d'autres ambassades, comme celles de La Haye et de New York, recevaient beaucoup plus d'informations.]

Il y a toutefois des actions spécifiques concernant Timor-Est : par exemple interventions (pour Genève) auprès d'ambassades de pays représentés à Paris et pas à Lisbonne. Mais le gros des actions portugaises se fait à la Commission des Droits de l'Homme à Genève (et aussi à New York) : il y a tous les jours des interpellations.

António Dias a demandé ce qu'il en était des interventions et du type d'action possible de l'ambassade (par ex. informations) dans le cadre européen. M. Araújo a

répondu que toutes les actions concernant Timor-Est sont centralisées dans un département spécifique du ministère des Affaires Etrangères à Lisbonne.

António Dias a indiqué que notre association souhaite une plus grande activité diplomatique du Portugal, et une plus grande publicité à la question. M. Araújo a répondu que cela pouvait être contreproductif dans des négociations, et a cité l'exemple du Koweit : la surinformation, a-t-il déclaré, a fait perdre au public l'intérêt pour la question. Bruno Kahn s'est demandé si on pouvait comparer le niveau d'information du public dans les deux situations (Koweit et Timor-Est), et a suggéré que le manque de couverture médiatique évoqué plus haut par M. Araújo pouvait être lié à une absence d'information directe du service de presse de l'ambassade. António Dias a demandé si une information sur le *Timor Gap*, ou sur les violations des droits de l'homme, avait été diffusée par l'ambassade. M. Araújo a conseillé de s'adresser à l'attaché de presse. Il a indiqué que quand il était à Lisbonne auprès du Premier Ministre, il y avait une importante action d'information des gouvernements sur Timor-Est.

António Dias a rappelé que Timor-Est est pour le Portugal une question nationale fondamentale (constitutionnelle). Il a indiqué que nous voulons produire plus sur la question, si possible avec le soutien de l'Ambassade. Il a demandé s'il serait par exemple possible d'organiser à Paris une exposition sur la culture timoraise, à l'aide de matériel venant du musée d'antropologie de Lisbonne. M. Araújo a accueilli favorablement cette suggestion.

- *Divers :* António Dias a déclaré que notre association souhaite avoir communication des documents officiels concernant Timor-Est (dans la mesure où ils sont publics). Bruno Kahn a rappelé que nous avons demandé communication des documents relatifs à la plainte déposée au Tribunal International de La Haye (*Timor Gap*), mais que nous n'avons jamais reçu de réponse.

António Dias a aussi déclaré que notre association souhaite que M. Cavaco Silva adresse à la communauté portugaise une lettre précisant la position portugaise sur la question de Timor-Est, semblable à celle qu'il a envoyée à propos de la crise du Golfe.